

**ESSTIC 2008**  
**EPREUVE DE SYNTHÈSE DE DOSSIER**

Durée : 03 heures

Coef : 04

SUJET :



A partir des documents qui suivent, vous produirez un texte structuré et cohérent, en prenant soin de lui donner un titre.

**Texte 1**

Il n'est pas question ici de nier les difficultés ou les spécificités de la vie politique russe depuis la disparition de l'union soviétique, ni d'éviter une réflexion sur le poids de l'histoire. Il est justifié de remarquer que les prémices du modèle ouest-européen remontent au moyen Age, que la bourgeoisie urbaine a joué un rôle majeur dans le passage de revendications concernant les libertés médiévales à la liberté au singulier, et que la Russie. Qui n'a pas vraiment connu le féodalisme occidental, a toujours vécu dans un régime politique autocratique.

Il est également exact de rappeler que la philosophie russe, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, dissocie l'individu, qui se pense hors d'une totalité, de la personne, qui ne se réalise que dans la symphonie avec une entité collective organique. Toutefois, ces éléments d'explication ne peuvent occulter l'importance du contexte historique dans lequel s'est posée la « question démocratique » en Russie et l'impact socio-économique du réformisme russe.

L'« échec » de la démocratie en Russie s'explique en grande partie par le caractère traumatisant de la décennie 1990 : violence sociale des réformes libérales, incapacité du pouvoir à penser une solution durable au conflit tchétchène et déliquescence des institutions étatiques, qui ont laissé entre voir une possible disparition de l'Etat russe lui-même.

**Texte 2**

Comment présenter un espace politique qui n'existe pas, ou uniquement sous la forme du simulacre et du spectacle ? depuis 2000, le Kremlin, avec un succès indéniable, a réussi à éliminer les embryons de système politique apparus il y a une dizaine d'années, pour mieux organiser la vie politique selon le schéma : « un parti, un syndicat, une société civile ».

Ainsi l'adoption, après la réélection de M. poutine, en mars 2004, d'une série de mesures, bloque-t-elle la vie institutionnelle en empêchant l'intrusion de nouveaux acteurs : renforcement des obstacles formels aux manifestation et grèves, abrogation des élections directes des gouverneurs de région et des maires, impossibilité pratique du référendum, abolition du scrutin uninominal aux élections parlementaires nationales, élévation du seuil d'éligibilité pour les partis de 5% à 7%, refus de fait d'enregistrer les nouveaux partis, etc. pour se maintenir comme opposition, il faut, à l'instar du KPRF ou de Rodina (La partie). Accepter, au moins en partie, les règles du jeu du Kremlin.

Il en va de même pour la « société civile ». En décembre 2001, déjà, un forum citoyen réunissant au palais des congrès, dans l'enceinte du Kremlin, 5000 représentants d'associations et d'ONG, appelés à manifester leur loyauté à l'égard du président Poutine. Désormais, pour plus de sécurité, le pouvoir met lui-même en place des organes

« représentatifs », comme la nouvelle chambre civique, qui réunit experts distingués, artistes émérites, dirigeants associatifs et syndicaux, tous choisis plus ou moins directement par le président de la fédération pour leur « haute conscience civique ». ces élus « poutiniens » devront bientôt expertiser les projets de loi qu'il proposera et que son parti adoptera. Indépendance garantie...

Mais cette logique n'est pas sans failles. La réduction croissante des possibilités institutionnelles de pression sur le pouvoir politique conduit les différentes composantes de la société à exprimer autrement les tensions, les aspirations et les revendications. De plus en plus de gens descendent ainsi dans la rue, comme l'ont fait plus de 1 million de personnes de janvier à mars 2005, pour protester contre la « monétarisation des avantages sociaux ». les associations, les syndicats et les partis politiques doivent choisir persister dans une stratégie de clientélisme et de lobbying à l'égard du pouvoir, ou bien se mettre à l'écoute des revendications et prendre le risque d'une franche opposition. A terme, le boomerang pourrait bien se retourner contre le pouvoir monolithique du Kremlin.

### Texte 3

Le 11 décembre 1994, les troupes russes ont franchi la « frontière » de la république tchétchène. Petit à petit, l'étau autour de la capitale, Grozny, s'est resserré. L'avancée des forces armées a été accompagnée de nombreuses « bavures » et de la mort de dizaines de victimes civiles. Parallèlement, Moscou et Grozny se sont engagés dans un échange sans réponse ou étaient repoussées comme inacceptables, les deux partis campant sur des positions inconciliables.

L'attaque surprise d'une force estimée à vingt mille hommes, la plus grande opération militaire organisée par Moscou depuis son intervention en Afghanistan en décembre 1979, risque de mettre en feu tout le Caucase, de bouleverser le rapport des forces au sein de la direction russe, de discréditer le régime du président Boris Eltsine à l'intérieur comme à l'étranger. Derrière la guerre de propagande et les explications embarrassées se cache une volonté de mater par la force une opposition régionale qui s'appuie sur une légitimité certaine : de verser le sang des innocents, sans que les possibilités de trouver une solution négociée aient été épuisées.

La petite république montagnaise (13 000 kilomètres carrés) est au cœur de l'agitation qui secoue le Caucase du nord depuis la désintégration de l'URSS. Longtemps marginale, notamment par rapport à la Transcaucasie, où se multipliaient les foyers de tension (Haut-Karabagh, Ossétie du sud, Abkhazie), cette région est brusquement redevenue la frontière sud de la Russie. Au même moment, le relâchement du pouvoir central a permis la renaissance de vieux contentieux, rouverts des blessures anciennes que la peur avait temporairement- et mal- cicatrisées. Plusieurs conflits nationaux ou ethniques ont secoué la Russie, mais finalement toutes les anciennes républiques autonomes, y compris le Tatarstan, sont rentrées dans le rang et ont signé, bon gré mal gré, en 1993, le traité de la Fédération. Sauf la Tchétchénie, qui, après avoir déclaré son indépendance en 1991, continue de chercher sa propre voie.

#### Texte 4

Parler de réformes en Russie est exagéré. Ce qui s'est produit, c'est l'effondrement du système. L'union soviétique était une bizarrerie historique : alors qu'elle reposait sur une idéologie égalitariste, la majorité de la population n'avait aucun mot à dire en politique- si l'on excepte sa participation lors des défilés du jour de la victoire ! certes, l'élite, en raison de son idéologie, ne pouvait vivre dans des conditions aussi luxueuses que ses homologues capitalistes d'occident. Mais la métamorphose s'est soldée par une longue liste de reculs incluant la perte du statut de superpuissance, de l'Europe de l'est, de quatorze anciennes républiques soviétiques, l'effondrement du PIB de 47% en cinq ans et, depuis 1992, la diminution de la population russe d'un million et demi d'habitants.

Lorsque le partage de la propriété aura finalement atteint son terme, l'économie connaîtra sans doute un boom. La demande de biens, nationaux et importés, est en augmentation. La Russie est extrêmement riche, non seulement du fait de ses ressources naturelles, mais aussi en raison du niveau d'instruction de sa population et de l'existence d'infrastructures industrielles développées. Le problème ici est que la reprise économique, coïncidant avec une bureaucratie corrompue et un Etat faible, dans un environnement marqué par le chômage et l'alcoolisme, pourrait continuer à accumuler les industries spatiales et d'armement, la production énergétique et chimique, le riche secteur bancaire et certains services-, de l'autre, un secteur agricole assez fort pour résister à sa destruction, mais incapable de se moderniser parce que « personne n'en a besoin ». Une chose peut être considérée comme sûre : les réformes ne mettront pas fin au vieux débat sur l' «exception russe ».



#### Texte 5

Le secteur énergétique représente un vaste et important domaine. Ce n'est pas par hasard si le premier ministre de la Russie postsoviétique, M. Viktor Tchernomyrdine était l'ancien directeur de Gazprom. M. Viktor Kirienko, son successeur, suit le même parcours : il a été ministre de l'énergie et a dirigé une raffinerie dans sa ville natale de Nijni-Novgorod. Gazprom, le monopole du gaz naturel, détient 32% des réserves mondiales alors que le pétrole constitue 15% des exportations du pays. Il a même été prétendu que les ressources énergétiques russes et leurs routes de transport, entre l'Asie centrale et l'Ukraine ou la Transcaucasie, pouvaient être à la base de l'intégration de la CEI. Le schéma semblait si parfait que certains l'ont qualifié de « nouvelle idée russe » pour remplacer la vieille idéologie... la baisse des prix du pétrole a fait avorter ces rêves et a soulevé des critiques. « le plus important pilier dans le processus des réformes économiques n'aurait pas dû s'appuyer sur le pétrole et le gaz. Mais sur la science et la technologie du complexe militaro-industriel. ».

Les privatisations n'ont pas non plus conduit à une modernisation technologique et à une restructuration- comme c'est la tendance en occident. La sociologue Marina Kiblitckaïa a étudié, sur deux ans, le mécanisme de la privatisation dans deux ateliers semblables de réparation de trains russes et britanniques. Elle en a conclu que les deux établissements ont suivi des directions complètement différentes après la privatisation. L'usine britannique a été reprise par une entreprise étrangère, son administration a changé. La main d'œuvre a été réduite d'un tiers, dans l'atelier russe, la direction a récupéré la majorité des parts, aucune nouvelle technologie n'a été introduite, la croissance de la demande a conduit à

embaucher du personnel, et des services de l'époque soviétique tels que l'attribution d'appartements aux salariés sont maintenus.

Mais la plupart des industries n'ont plus les moyens de fournir de tels services et, dans certains cas, sont incapables de payer leurs salariés. Le problème majeur auquel fait face l'appareil productif n'est pas le manque de commandes, mais une pénurie chronique d'espaces qui conduit à l'accumulation de dettes interentreprises, à l'incapacité de payer les impôts et crédateurs.

Alors que la mondialisation de l'économie provoque la formation de compagnies géantes, l'inverse s'est produit en Russie avec la réduction des énormes monopoles d'Etat en petites unités, c'est-à-dire en entreprises individuelles dénuées de sens. Mais la tendance s'inverse, comme le prouvent les tentatives de fusion entre Loukos et Sibneft, ou le complexe industriel de Saint-Petersbourg, Izorkidze Works avec Uralmash. Le directeur de ce dernier, M. Kakha Bendukidze, explique : « Nous réalisons clairement que des usines d'équipement russes, quand on les compare à l'industrie d'équipement internationale, sont très petites (9). ». Mais pourquoi le gouvernement russe a-t-il fragmenté ses industries en autant d'unités ? parce que « trop d'importants hommes d'affaires voulaient leur part ».

#### Texte 6

Après l'éclatement de l'union soviétique, fin 1991, le président russe Boris Eltsine, entouré d'une équipe libérale conseiller par des experts occidentaux, impulse un passage en à la logique capitaliste, sans égard pour une population désorientée par la disparition soudaine du système soviétique.

Cette « thérapie de choc » conduit la Fédération aux limites de l'implosion : l'attaque au canon contre le parlement en 1993 et l'intervention en Tchétchénie en 1994 illustrent les contradictions de la nouvelle Russie et son incapacité à gérer les tensions politiques, ethniques et sociales. Eltsine lègue à son successeur un bilan amer : un Etat et une armée affaiblis, des déséquilibres économiques et budgétaires inquiétants, une cohésion nationale minée par la corruption et par le pouvoir des oligarques ou des barons régionaux.

Fort de son image d'homme jeune, issu du comité de sécurité de l'Etat (KGB), M. Vladimir Poutine s'appuie sur l'aspiration de la population à un retour à la stabilité pour faire passer son programme de rétablissement de l'autorité de l'Etat. Profitant d'une situation exceptionnelle sur le marché des hydrocarbures, il rétablit la croissance, éponge les dettes extérieures et relance certains programmes d'investissement.

Le spectaculaire redressement de l'économie et quelques mesures sociales appréciées-même si elles n'inversent pas la stratification accentuée de la population- assurent l'acceptation par l'opinion d'un net durcissement du régime, tant en politique intérieure que dans son « étranger proche ».

Mais cette politique, fondée sur un discours patriotique mobilisateur, lui vaut les critiques acerbes de l'occident, inquiet de voir resurgir un acteur autonome de plus dans le grand jeu mondial.